La Dépêche de l'Aube

Bonne année !

www.ladepechedelaube.org

Hebdomadaire de la fédération de l'Aube du Parti Communiste Français N°1790 du 12 janvier 2024 - Prix : 1,20 €

Loi immigration

POUR LA LIBERTÉ, L'ÉGALITÉ, LA FRATERNITÉ

Il est rarissime de voir Jacques Toubon exhorter ses concitoyens à descendre défiler dans la rue. Et il est tout à fait inhabituel pour l'ex-Défenseur des droits, homme de droite, de le faire dans l'Humanité aux côtés des premières dirigeantes de la CGT et de la CFDT, et des numéros un du PCF, du PS, des Verts et de la FI.

PAR ***LDA***

L'ancien ministre de Jacques Chirac n'est pas un élément égaré parmi les 201 personnalités qui appellent à manifester le 21 janvier – pour l'Aube ce sera **le samedi 20 janvier à 14 heures** place de l'Hôtel de Ville à Troyes – contre la loi asile et immigration. Thierry Beaudet, président du Conseil économique, social et environnemental (Cese), la troisième chambre de la République qui pratique comme aucune autre l'art du compromis, n'est pas non plus un agitateur. De même que les députés des groupes Liot et Renaissance, ainsi que plusieurs figures des cultes.

Ce texte n'est pas un appel de plus. L'arc des forces qu'il agrège pour appeler à une manifestation contre une réforme gouvernementale est inédit, et cela devrait alerter au plus haut sommet de l'État.

Au moment où certains ministres se montrent prêts à renier ce qui leur reste de valeurs pour ne pas devenir les sacrifiés du futur remaniement gouvernemental, Emmanuel Macron devrait se pencher sur le casting de cet appel qui lui indique l'impasse dans laquelle il s'enferre. Il comprendrait pourquoi il est vain d'espérer une sortie de ses difficultés par un changement d'équipe si ce dernier ne s'accompagne pas d'un changement de politique qui prenne enfin acte qu'il ne dispose pas de majorité législative et qu'il a été élu pour combattre et tenir à distance le Rassemblement national en préservant la République. Soit tout l'inverse de ce qu'il a entrepris avec la loi asile et immigration, votée avec l'appui des voix et des idées de l'extrême droite.

Cette initiative de ce week-end prochain va tenter de réussir là où le Parlement a failli devant les arrangements de la droite, de l'extrême droite et du camp présidentiel. Le résultat a été si désastreux que l'exécutif lui-même se dit maintenant favorable à une censure ciblée du Conseil constitutionnel. Quelle honteuse et hasardeuse manœuvre, à laquelle l'appel des 201 répond par la clarté des principes et celle des modes d'action.

LE TEXTE DE L'APPEL

MARCHONS POUR LA LIBERTÉ, L'ÉGALITÉ, LA FRATERNITÉ

Dans notre diversité d'idées, d'engagements, de professions, nous exprimons notre grande inquiétude après le vote de la loi dite *« asile-immigration »*. C'est un tournant dangereux dans l'histoire de notre République.

D'abord parce que cette loi ne répond pas aux causes de l'exil forcé d'hommes, de femmes, d'enfants fuyant les guerres ou le réchauffement climatique, ni aux défis de l'accueil dans la dignité, ni au défi de la définition d'une politique digne et humaine d'intégration.

Ensuite, parce qu'elle a été rédigée sous la dictée des marchands de haine qui rêvent d'imposer à la France leur projet de *« préférence nationale »*. Elle torpille les piliers porteurs de notre pacte républicain, hérité du Conseil national de la Résistance. Elle s'attaque ainsi au droit du sol autant qu'aux droits fondamentaux proclamés par la Constitution : au travail, à l'éducation, au logement, à la santé… Ce faisant, tous et toutes, Français autant qu'étrangers, nous nous trouvons menacés.

Victor Hugo écrivait : *« Étouffez toutes les haines, éloignez tous les ressentiments, soyez unis, vous serez invincibles. »*

Soucieux de rassemblement et de solidarité plutôt que de division sans fin de notre société, nous demandons au Président de la République de ne pas promulguer cette loi. Le dimanche 21 janvier nous appelons à manifester dans notre diversité notre attachement à la devise de la République : *« Liberté, égalité, fraternité. »*

Retrouvez la liste des signataires sur :

https://www.humanite.fr/politique/loi-immigration-darmanin/201-personnalites-appellent-a-marcher-contre-la-loi-immigration

Remaniement

TOUT CHANGER POUR QUE RIEN NE CHANGE

Depuis l'intervention présidentielle, le 31 décembre, tout le Landerneau politico-médiatique s'agitait en spéculation sur « qui » ? Le « pour faire quoi ? » n'intéressant pas grand monde. À raison, d'ailleurs, tellement il était évident que l'hôte de Matignon, quel qu'il soit, ne serait qu'un exécutant zélé du président de la République.

PAR ***LDA***

Quitte à avoir un collaborateur, le président a donc choisi un *« bébé Macron »*, comme le surnomment les médias, tant le parcours, le profil et le milieu dont est issu Gabriel Attal ressemblent à s'y méprendre à ceux d'Emmanuel Macron. Certes, il faudra attendre la composition du nouveau gouvernement pour mesurer les différents équilibres au sein du camp macroniste, mais personne n'envisage ne serait-ce qu'une inflexion du cap politique.

Malgré la mise en scène, le faux suspense et l'agitation médiatique, la nomination de Gabriel Attal n'est pas un événement politique. Plus grave, il n'est pas vécu comme tel par les Français, qui regardent cela avec indifférence. Même leur détestation, les Français la réservent au président. Le macronisme comme le stade ultime de la personnalisation du pouvoir a théorisé la non-nécessité d'une colonne vertébrale idéologique, si ce n'est celle de l'argent et du business.

La conséquence est que les différents gouvernements qui se succèdent ne sont que des groupes d'exécutants composés en grande partie d'illustres inconnus interchangeables et sans assise politique.

Cette indifférence marque l'obsolescence de la Ve République.

En 2017, on aurait pu penser qu'il s'agissait de la volonté de faire émerger un nouveau monde politique. En 2024, cela signe l'échec d'une implantation territoriale. On peut déjà parier que vont sortir du gouvernement des ministres dont personne n'avait remarqué l'entrée. Et que vont y entrer des ministres qui ne survivront pas aux élections européennes. Si cette indifférence marque l'obsolescence de la Ve République, elle n'est pas sans danger pour les prochaines échéances électorales. Chaque scrutin étant de plus en plus réduit à un simple référendum sur le président.

L'HUMEUR *DE CLÉMATITE*

LA COULEUR DU CALEÇON DE POUTINE

« Dessine-moi un gouvernement… Non, celui-là est déjà très malade. Fais-en un autre ». Ainsi pourrait-on plagier Saint-Exupéry et son Petit Prince. La première semaine de 2024 a été bercée des longueurs monotones d'un remaniement ministériel. Nouvelle scénette du petit théâtre macronien. Peu d'engouement des Français pour le départ d'Élisabeth Borne que remplace Gabriel Attal. Second plus jeune chef de gouvernement français, il eut pour devancier en âge Louis de Bourbon-Condé, nommé en 1723, à 31 ans, premier ministre par Louis XV. Voilà qui ne devrait pas déplaire à l'actuel locataire du palais qu'avait offert le même Louis à sa favorite, la marquise de Pompadour, aujourd'hui l'Élysée. Disons-le tout cru, les Français se battent l'œil de ce remuement gouvernemental dont le maître-mot pourrait être la réplique du *Guépard** : *« il faut que tout change pour que rien ne change »*.

Ce qui les préoccupe, c'est l'inflation qui pèse durablement sur le pouvoir d'achat. C'est le prix des loyers qui condamne une partie des travailleurs pauvres à un habitat indécent. Ce sont les centaines de milliers de nos compatriotes qui ne parviennent plus à se nourrir et qui attendent, comme d'autres guettent la pluie en plein désert, qu'advienne enfin le *« ruissellement »* des richesses promis. Ceux qui s'intéressent à la politique s'inquiètent d'une année où la moitié de la population mondiale sera appelée aux urnes, parfois embrigadée dans des simulacres de démocratie. Ils guettent du coin de l'œil, la présidentielle de novembre aux États-Unis. Et s'interrogent : la Maison-Blanche sera-t-elle occupée par un vieillard ou par un fou furieux complotiste ? Chacun pressent que 2024 pourrait être l'année du basculement. Soit vers un nouvel espoir, soit dans un gouffre où résonnent déjà de sinistres bruits de bottes. Dans ce contexte, la personnalité du lampiste qui tient la chandelle à Matignon importe autant que la couleur du caleçon de Poutine.

** Roman de Giuseppe Tomasi di Lampedusa adapté au cinéma par L.Visconti.*

L'ABONNEMENT 2024 À LA DÉPÊCHE DE L'AUBE VOTRE MEILLEUR SOUTIEN

Nom - Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Je joins mon réglement (pour 52 numéros)

Abonnement de soutien : ☐ **40 euros**

Abonnement : ☐ **20 euros**

À retourner à La Dépêche de l'Aube 22ter, av. Anatole-France 10000 - TROYES

Vœux

DE LA FÉDÉRATION DU PCF ET DE LA DÉPÊCHE DE L'AUBE

▪ Samedi 20 janvier à partir de 11H00

Au siège de la fédération 22ter, av. Anatole-France à Troyes

La fédération du PCF et La Dépêche de l'Aube présenteront leurs vœux pour la nouvelle année, lors d'une initiative conviviale ouverte à tous les militant-e-s et sympathisant-e-s

Pour faciliter l'organisation, confirmer sa participation au 03 25 73 32 82 ou par mail : ladepechedelaube@wanadoo.fr

TROYES
SAINT-JULIEN-LES-VILLAS

Producteurs D'ICI

les Mousquetaires

TOUS UNIS AVEC LES PRODUCTEURS LOCAUX

Intermarché

ECOUTEZ-VOIR !

Ce qui nous chatouille & nous grattouille

MILLÉSIME BOUCHONNÉ

2024, le *« millésime français »* annoncé par Macron se réfère aux événements qui vont jalonner l'année : le 80ème anniversaire du débarquement, les JO, la réouverture de Notre-Dame-de-Paris en décembre. Le président peine à cacher son plaisir : quand son deuxième mandat est contrarié, pour ne pas dire enlisé, ces événements braqueront les feux de la rampe sur le pays, mais pas pour parler manifestations, grèves ou *« émeutes »*. La ficelle n'est pas neuve, c'est une façon de prendre ses distances quand, sur le plan intérieur, tout bringuebale. E. Macron sait jouer en virtuose des commémorations et des hommages. La passion du président pour Notre-Dame est éloquente : dès l'incendie, il s'est raccroché à ce drame pour en capter l'émotion quand il traversait une mauvaise passe, quelques mois après les "*gilets jaunes*". La cathédrale était devenue un refuge comme lorsque François Hollande, confronté à son impopularité au pouvoir, s'était abrité derrière de longues séquences mémorielles, de ces événements glorieux qui fédèrent et rendent fiers ; ce qui ne l'a pas empêché… d'être empêché.
Commémorer, célébrer, c'est tout ce qu'il reste au président. Le danger, selon l'expression du général de Gaulle, c'est d'être un président réduit à *« inaugurer les chrysanthèmes »*, un ersatz de chef de l'État qui représente, palabre, mais qui n'a de capacité d'agir que celle que lui dicte la finance. Les JO, présentés comme un grand événement populaire interrogent déjà sur ceux qui en seront exclus, laissés sur les bord de Seine. Quant à Notre-Dame, les commémorations raviveront sans doute un temps la fierté, la fraternité et le patriotisme des Français, mais elles n'éteindront ni leurs attentes ni leurs angoisses. Pour nous autres, le *« millésime »* sera l'entrée au Panthéon, le 21 février, de Mélinée et Missak Manouchian. Car le risque, avec le millésime d' E. Macron, c'est que le vin soit bouchonné.

Rémi

SOIT DIT EN PASSANT

L'UNIFORME NE FAIT PAS LA RÉPUBLIQUE

L'habit ne fait pas le moine. Un uniforme peut-il refaire l'école et recoudre les loques de la République ? L'expérimentation voulue par le gouvernement débutera à la rentrée 2024. Pour apaiser les maux de la société et leur irruption dans les salles de classe, le *« nivellement »*, l'*« uniformisation »* par le vêtement semblent en effet autant surannés que placébos. Car s'il s'agit de masquer les signes extérieurs de richesse sous un polo, il faudra alors aussi vider les poches des élèves, confiner les smartphones dernier cri et ôter les baskets hors de prix. Si on entend là réaffirmer solennellement la laïcité, que les enseignants défendent bien seuls sur la ligne de front et en vigie menacée, jusqu'à en perdre la vie, il sera nécessaire alors de tout niveler, avoir l'œil sur toute signalétique émergente que les "*inventifs*" à tout crin ne manqueront pas d'imaginer. À l'âge de l'adolescence, de l'affirmation de soi et des identités, dans ce creuset imparfait où l'on apprend la différence, faudrait-il donc tout gommer ? Les enquêtes sur le niveau scolaire en France révèlent l'étendue des disparités d'apprentissage qu'un pull uni ne pourra jamais résorber.
Tout cela tient d'une médecine primaire qui calme les effets sans guérir les causes. Depuis les émeutes de l'été dernier, après les attentats islamistes d'Arras et de Paris… enfle de manière exponentielle l'idée d'un délitement de l'autorité publique. Or le gouvernement a choisi de parer au plus pressé et, englué dans le serpentin tue-mouches de l'extrême droite, d'allumer de chétifs contre-feux. Ici un uniforme, là des travaux d'intérêt général pour les parents défaillants, etc. S'il faut restaurer un sentiment d'appartenance à la République et endiguer la diffusion des venins identitaires, la réponse aux fractures françaises paraît bien maigre. Pour trouver les bonnes réponses, encore faut-il poser les bonnes questions. Là est le problème.

El Carretero

SANTE

L'HÔPITAL MALADE DES POLITIQUES NÉOLIBÉRALES

D'année en année, l'hôpital s'enfonce dans la crise. La cause est connue : la politique néolibérale qui lui impose les règles de fonctionnement et de financement des entreprises de production, accompagnée de budgets insuffisants générant sciemment des déficits, avec leurs plans d'économies récurrents, dans une logique strictement financière. Nul doute que la loi immigration va encore aggraver considérablement la pénurie de soignants.

PAR LDA

La dégradation ne peut plus être cachée, avec la fermeture de nombreux services d'urgences, les standards des Samu débordés et, cerise sur le gâteau, l'appel à la charité publique pour acheter un scanner dans un des plus grands hôpitaux parisiens…

Le gouvernement invoque le manque de personnel. S'il est vrai qu'il existe un déficit de médecins, le problème actuel est surtout lié à la fermeture de lits d'hospitalisation, due au manque d'infirmiers et d'aides-soignants. Ces deux professions sont confrontées à une baisse dramatique de leur attractivité, alors qu'elles sont toujours considérées par les jeunes comme des métiers porteurs de sens, où le contact humain est premier, avec une dimension d'utilité forte pour la société. Alors comment en sommes-nous arrivés là ?

Deux phénomènes s'additionnent. D'abord, des démissions massives, suivies d'un abandon du métier. Ainsi, près de 200 000 infirmiers diplômés n'exercent plus et, chez les aides-soignants, la situation est probablement encore pire. Mais aussi un taux d'abandon et d'échec lors des études qui est passé de 5 % à près de 25 % dans les instituts de formation infirmière, avec des écoles d'aides-soignants qui ne remplissent plus leurs classes.

La solution du passage aux 32 heures sur quatre jours.

Différentes études mettent en avant les mêmes causes. Pour les professionnels en poste sont invoquées des conditions de travail rendues difficiles par le manque de personnel, les horaires décalés et la perte de sens. Pour les étudiants, une confrontation lors des stages à des situations très dégradées dans les services, avec la nécessité de remplacer le personnel en sous-effectif sans véritable encadrement. En fait, ce qui pèse sur ces professions où longtemps ont été mis en avant la vocation et le don de soi, c'est l'absence de prise en compte de la pénibilité physique et de la charge mentale, devenues de plus en plus pesantes dans un contexte de fonctionnement à flux tendus et de recherche de productivité.

Une des solutions qui pourraient améliorer la situation est le passage aux 32 heures sur quatre jours, libérant ainsi trois jours de repos. Ce rythme a été adopté dans certaines entreprises, en France comme à l'étranger, avec de premiers résultats positifs. Même si d'autres éléments d'attractivité (salaire, effectif, budget) sont importants, cette première mesure serait un premier progrès notable.

ANNONCES LÉGALES

Par décisions du 01/09/2023 l'associé unique de la société KUTSCH, SASU, au capital de 1 000,00 euros immatriculée au RCS TROYES sous le n°891 356 206 a décidé de transférer le siège social du 2 Boulevard Carnot 10000 TROYES au 60 Rue Kléber 10000 TROYES à compter du même jour et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.

SB IMMOBILIER
Société civile immobilière
au capital de 1 000 euros
Siège social : Lieu-dit Côte Duvoie
10250 GYE SUR SEINE
892 171 091 RCS TROYES

Aux termes du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 19/12/2023, M. Didier COURT, demeurant 15 Rue du Château – 10150 CHARMONT SOUS BARBUISE, a été nommé en qualité de gérant pour une durée illimitée en remplacement de Monsieur Frédéric ENSERET. Le paragraphe « Nomination du premier gérant » de la DEUXIEME PARTIE des statuts a été supprimé. Modification sera faite au Greffe du Tribunal de Commerce de TROYES.

Pour avis - La Gérance

MODIFICATION DU CAPITAL

Aux termes des décisions de l'assemblée générale du 30/12/2023 de la société RUBIS JNJC, SARL au capital social de 1 305 000 €, ayant son siège social sis 35 Rue du Lavoir (10800) LES BORDES AUMONT, immatriculée au RCS de TROYES sous le numéro 894 856 491, les associés ont décidé d'augmenter le capital social de 414 419 euros pour être porté à 1 719 419 euros, par voie d'apport en nature. Les articles 6 et 7 des statuts ont été modifiés en conséquence.
Mention sera faite au RCS de TROYES

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à MEURVILLE du 30/12/2023, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :
Forme : Société par actions simplifiée
Dénomination : TAPPREST CECILE
Siège : 11 rue Adnot, 10200 MEURVILLE
Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés
Capital : 5 000 euros
Objet : L'exploitation viticole, négoce en vin de champagne, l'acquisition, la prise à bail, l'exploitation de tous biens tant fonciers qu'immobiliers de nature viticole, vinicole et/ou agricole, soit directement, soit par voie de fermage, métayage, de mise à disposition de la société des biens dont les associés sont locataires ou propriétaires, acquisition de tous biens fonciers viticoles et/ou immobiliers.
Exercice du droit de vote : Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective. Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.
Transmission des actions : La cession des actions de l'associé unique est libre.
Président : Madame Cécile TAPPREST demeurant 11 rue Adnot 10200 MEURVILLE
La Société sera immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de TROYES.

POUR AVIS La Présidente

CULTURE

CONCERT DU NOUVEL AN

C'est une tradition qui remonte sûrement d'avant Triticus, ce fameux édile troyen qui avait caché 98 000 pièces gauloises, hélas en bronze, dans sa riche villa du quartier bas. Je dis hélas car le bronze n'a pas la cote, même dans les instruments à percussion. S'y donnaient alors de somptueux concerts à ce que je suppose.

Et maintenant au Théâtre de Champagne à ce que je sais, on fait sonner l'orchestre d'harmonie, bois et cuivre, dirigé par Pierre Sacchetti, clarinettiste prestigieux, reconverti en chef tout aussi percutant et plein de vif-argent. Rien à voir avec un Millières, plus placide, mais tout aussi chatouilleux sur le choix et la qualité des morceaux.

Ce dimanche-là, le peuple des mélomanes avait rempli par deux fois les travées tant il est gourmand de cette musique, généralement viennoise, mais pas que. Sans vouloir se fâcher avec l'Autriche, les chefs d'aujourd'hui recherchent ailleurs des partitions originales, en essayant de ne pas dérouter un public qui reste encore assez conservateur. Et donc vous ne trouverez pas un seul chef pour oser priver la foule de la marche de Radetzky avec coda obligée.

On connaît la mésaventure de M. Adnot. Je n'en dirai rien, car je ne veux pas épiloguer sur le malheur de mes semblables Mais je peux dire que le pire qui lui soit arrivé dans cette histoire, 'c'est d'avoir eu affaire à la police municipale.

Jean Lefèvre

CONFERENCE

Upopaube Universite Populaire · Troyes

Upopaube Universite Populaire · Troyes

La Dépêche de l'Aube
www.ladepechedelaube.org

Société nouvelle La Dépêche de l'Aube 22ter, av. Anatole-France 10000 - TROYES Tél.: 03 25 73 32 82 - Fax: 03 25 73 84 13 - Mail : ladepechedelaube@wanadoo.fr - SARL au capital de 300 €. Durée : 99 ans - Gérant-directeur de la publication : Jean LEFEVRE- Associés à parts égales : Jean Lefèvre, Anna Zajac, Hugues Petitjean, Pierre Mathieu, Geneviève Delabruyère - Inscription Commission Paritaire n° 0224 C 87550 - Abonnements : 1 an = 20 €- Régie, publicité, petites annonces : La Dépêche de l'Aube - Imprimerie LA DEPÊCHE DE L'AUBE 22ter, av. Anatole-France 10000 - TROYES.